

Agnès Levallois

Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Georges Clementz

Assistant de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

L'ambivalence du Moyen-Orient face à la guerre en Ukraine

Introduction

Nombre d'États du monde arabe, traditionnellement alliés du camp occidental, ne se sont pas rangés aux côtés de l'Ukraine au moment de l'invasion russe et ont adopté des positions visant à ne pas froisser Moscou. En effet, les États du Golfe tout comme Israël, la Turquie et même l'Égypte n'ont pas, au moins dans un premier temps, condamné la guerre en Ukraine. Dès lors, il est pertinent de s'interroger sur les raisons pour lesquelles ces pays ont fait le choix d'une position prudente en ne réagissant qu'à demi-mots ou tardivement. Nous étudierons tout d'abord le comportement des pays du Golfe face à l'invasion russe. Puis nous verrons comment, dans une région fracturée par le conflit ukrainien, avec des pays soutenant l'invasion, des puissances régionales comme la Turquie, Israël ou l'Égypte sont contraintes à un jeu d'équilibriste entre leur allié américain et la Russie.

Russie ou États-Unis ? Le dilemme de la guerre en Ukraine pour les États du Golfe

Alliés traditionnellement aux États-Unis, notamment pour leur protection, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) ont opté pour des positions respectivement hésitante, prudente, ambiguë lors du déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les hésitations du Qatar dans le conflit ukrainien : quel rôle de la relation gazière avec Moscou ?

Le Qatar n'a pas condamné explicitement la Russie¹ mais son émir s'est entretenu au téléphone avec le président Zelensky et a appelé toutes les parties à la retenue et à une résolution de la crise à travers des moyens diplomatiques². Rejetant l'usage de la force comme moyen de résolution des conflits internationaux, le Qatar a appelé au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. Néanmoins, le pays pourrait bénéficier de cette crise et des sanctions contre l'énergie russe, notamment la mise à l'arrêt du projet de gazoduc Nord Stream 2. L'Union européenne (UE) a également fait part de sa volonté de réduire sa demande en gaz russe de deux tiers d'ici à la fin de l'année afin de mettre totalement fin à cette dépendance « bien avant 2030 »³. Compte tenu de l'augmentation croissante de ses capacités en matière de GNL, le Qatar, *leader* mondial en GNL, pourrait voir ses exportations en Europe croître de façon importante⁴. Le Royaume-Uni et l'Espagne ont déjà fait le pari de cette énergie qui offre davantage de flexibilité⁵. Le gouvernement allemand va accélérer la construction de deux terminaux de gaz naturel liquéfié afin d'acheminer du GNL en provenance du Qatar. Visant à faire passer sa production de 77 à 126 millions de tonnes par an (mtpa) ces cinq prochaines années, le petit émirat pourra utiliser son GNL comme un outil de *soft power* et il sera bientôt en compétition avec la Russie, premier exportateur de gaz naturel au monde. Les hésitations du Qatar dans le conflit ukrainien pourraient donc, dans ce contexte, s'expliquer par une volonté de rester en bons termes avec Moscou.

La prudence de l'Arabie saoudite dans le conflit ukrainien, illustration d'un nouveau partenariat avec la Russie

Pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ayant tous deux d'importants liens économiques et sécuritaires avec Moscou, la crise ukrainienne constitue une situation délicate⁶. La coopération dans le domaine de la sécurité entre la Russie et l'Arabie saoudite s'est développée récemment avec la signature de protocoles pour produire des armements russes sur le sol saoudien et des négociations sont en cours pour une commande, dont il faudra voir si elle se concrétise, de systèmes de défense aérienne S-400 et d'avions Su-35 Flanker-E⁷. Avec le désengagement américain du Moyen-Orient ces dernières années, Riyad et Abou Dhabi sont devenus la cible des rebelles houthis et ont donc cherché d'autres appuis en se tournant vers la Russie⁸. Ils reprochent notamment aux États-Unis de ne pas avoir été plus fermes vis-

¹ Orwa Khalifeh, « L'embarras des régimes arabes face à la guerre en Ukraine », *Courrier International*, 9 mars 2022.

² Reuters, « [Qatar's Emir receives call from Ukraine's Zelensky](#) », *Al Arabiya*, 24 février 2022.

³ L'Opinion, « Hydrocarbures russes : l'UE prête à réduire sa dépendance énergétique, malgré des obstacles », *L'Opinion*, 11 mars 2022.

⁴ Andreas Krieg, « [Conflit en Ukraine : le gaz du Qatar pourrait-il renflouer l'Europe ?](#) », *Middle East Eye*, 24 février 2022.

⁵ *Ibid.*

⁶ Agence France Presse, « [Ukraine crisis: Saudi Arabia, UAE divided over choice between US and Russia](#) », *First Post*, 27 février 2022.

⁷ Laurent Lagneau, « [L'Arabie Saoudite négocierait avec la Russie l'achat d'avions Su-35 Flanker-E et de systèmes S-400](#) », *Opex 360*, 26 février 2021.

⁸ *Ibid.*

à-vis de l'Iran et des Houthis et de ne pas être un allié fiable⁹. D'autre part, les États du Golfe craignent d'endommager leur relation diplomatique avec la Russie, particulièrement importante dans le cadre de l'OPEP+ pour contrôler les prix du pétrole¹⁰. Sur ce point, les Saoudiens sont actuellement en désaccord avec les Américains car ils cherchent à maintenir ces prix élevés et refusent d'augmenter leur production¹¹. Certes, sur le plan sécuritaire, l'allié américain reste le protecteur des pays du CCG. Mais pour l'Arabie saoudite, l'importance donnée par Washington aux droits humains devient problématique, notamment depuis l'affaire Khashoggi. Particulièrement sensible à la question de la stabilité du marché mondial de pétrole, le royaume saoudien a rappelé à Vladimir Poutine l'importance du rôle de l'OPEP+ et s'est proposé comme médiateur dans le conflit ukrainien¹². Cette proposition est aussi une façon pour Ben Salman, qui a par ailleurs exprimé son soutien au président Zelensky, d'afficher qu'il œuvre à une désescalade du conflit¹³. La politique saoudienne, qui consiste à ne pas se ranger de manière ferme derrière l'une ou l'autre des parties, démontre la prudence dont fait preuve le royaume afin de ménager son allié américain et la Russie et met ainsi en lumière l'importance qu'a prise la relation entre Riyad et Moscou.

L'ambiguïté des EAU dans le conflit ukrainien

En raison de liens toujours plus importants avec la Russie, les Émirats ont d'abord opté pour une position assez neutre par rapport au conflit en Ukraine, qu'ils justifient en argumentant que prendre position conduirait seulement à davantage de violence¹⁴. Lors d'un vote du Conseil de sécurité des Nations unies (dont ils assurent la présidence tournante depuis le 1^{er} mars) sur l'invasion russe de l'Ukraine, les Émirats, bien que pressés par les Américains de soutenir la souveraineté ukrainienne, se sont abstenus comme la Chine et l'Inde. Leur but semble avant tout de ne pas contrarier les Russes¹⁵. Mais il est possible que cette abstention fasse partie d'un « *deal* » visant à obtenir de Moscou son vote en faveur d'un embargo sur les livraisons d'armes aux rebelles houthis¹⁶. Le soutien des Russes permet en effet aux Émirats d'obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU une résolution étendant à l'ensemble des rebelles houthis l'embargo sur les armes au Yémen, le 1^{er} mars 2022. En revanche, Abou Dhabi appuie, le 3 mars, la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies demandant l'arrêt de l'invasion russe, un vote qu'ils considèrent être un signal nécessaire¹⁷. Les Émirats partagent avec Moscou un agenda commun pour la région lorsqu'il s'agit d'appuyer les forces contre-révolutionnaires ou d'endiguer l'Islam politique¹⁸. Alors que les États-Unis étaient un allié historique soutenant leur politique régionale et internationale, les Émiratis ont donc diversifié leur politique étrangère afin de préserver leurs intérêts, désormais plus proches de ceux de la Russie et de la Chine¹⁹. Les Émirats facilitent les actions russes au Moyen-Orient, que ce soit en

⁹ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

¹⁰ Agence France Presse, *op. cit.*

¹¹ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

¹² Khitam Al Amir, « [Saudi Arabia offers to mediate in Russia-Ukraine crisis](#) », *World Gulf*, 4 mars 2022.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Arwa Ibrahim, « [UAE stance on Ukraine war reflects 'strong alliance' with Russia](#) », *Al Jazeera*, 3 mars 2022.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

¹⁷ Arwa Ibrahim, *op. cit.*

¹⁸ Agence France Presse, *op. cit.*

¹⁹ Arwa Ibrahim, *op. cit.*

Libye, en Syrie ou au Yémen, et pourraient, enfin, aider les oligarques et l'entourage de Poutine à contourner les sanctions²⁰.

Les atermoiements des États du Golfe à condamner la Russie montrent à quel point le Qatar mais surtout l'Arabie saoudite et les EAU ont diversifié leurs alliances pour se tourner vers Moscou, au détriment du partenariat avec les pays occidentaux.

Une région fracturée par le conflit ukrainien et le jeu d'équilibriste de certains acteurs

Certains pays, comme la Syrie ou l'Algérie, soutiennent pleinement la Russie. D'autres, comme l'Iran, le font plus prudemment. D'autres enfin – Israël, Turquie, Égypte – sont dans une situation délicate, étant à la fois alliés des États-Unis mais aussi fortement dépendants de la Russie. Comme pour les pays du Golfe, il en résulte une politique hésitante, prudente, voire changeante. Cependant, d'autres pays condamnent fermement la Russie et se rangent totalement du côté des Occidentaux.

Le soutien logique du régime syrien, allié de la Russie

La politique russe dans le conflit ukrainien, qui est motivée entre autres par le rejet de la politique américaine et de ses alliés²¹, a logiquement reçu un soutien immédiat du président Bachar al-Assad. Pour lui, la guerre en Ukraine accroît le caractère stratégique de la présence russe en Méditerranée orientale et notamment en Syrie²². Début avril, six navires d'assaut amphibie russes se ravitaillaient à Tartous avant de se diriger vers la mer Noire²³. Des combattants syriens seraient recrutés pour aller se battre en Ukraine²⁴. Tandis que la Russie pourrait miser sur l'expérience des soldats syriens pour la prise de Kiev, elle accuse en revanche les États-Unis d'entraîner des troupes en Syrie, dont des membres de Daech, pour les déployer dans le Donbass²⁵.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Adlene Mohammedi, « [Guerre en Ukraine : les implications en Syrie et la tentation de la comparaison](#) », *Middle East Eye*, 1^{er} mars 2022.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ Paul Khalifeh, « [Guerre en Ukraine: des Syriens souhaitent se battre dans les deux camps adverses](#) », RFI, 9 mars 2022. La question des mercenaires dépêchés en Ukraine a été posée par la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU début mars, Pékin estimant que l'envoi de mercenaires ou d'armes offensives en Ukraine est susceptible d'aggraver la situation.

²⁵ *Ibid.* On notera ici la similitude des modes d'action militaires russes en Ukraine et en Syrie : comme en Syrie, la Russie bombarde les infrastructures de base, les hôpitaux et les civils afin de contraindre les populations à l'exil. À Marioupol et ailleurs en Ukraine, la stratégie russe est la même qu'à Alep : encercler, bombarder quotidiennement les villes de façon intensive jusqu'à obtenir la capitulation des gens en raison du froid, du manque d'eau et de nourriture (Sami Boukhelifa, « [Ce qui est en train d'arriver en Ukraine, c'est le scénario syrien, mais en accéléré](#) », RFI, 14 mars 2022 ; Valérie Leroux, « [Syrie, Ukraine : même mode opératoire russe, selon un médecin humanitaire](#) », TV5 Monde, 15 mars 2022).

Le soutien prudent de Téhéran à Moscou dans le contexte des négociations sur le nucléaire

Dans le conflit ukrainien, l’Iran soutient la Russie, de façon prudente, face à ce qu’il présente comme des provocations de l’OTAN²⁶, qu’il blâme, de même que les États-Unis, pour l’escalade des tensions ; le pays appelle à la retenue et à un cessez-le-feu²⁷. La crise a des répercussions pour l’Iran, notamment par rapport aux négociations sur le nucléaire et au marché de l’énergie²⁸. Washington est dans une position délicate concernant le nucléaire iranien, avec, d’une part, le soutien à Israël, et, d’autre part, la possibilité de lever les sanctions contre l’Iran pour lui donner plus d’autonomie dans sa relation avec Moscou²⁹. Un retour au JCPOA permettrait de lever les sanctions contre le régime mais dans le même temps, la crise ukrainienne, en créant une fracture entre la Russie et l’Occident, pourrait réduire les chances de parvenir à un accord³⁰. Si les Iraniens peuvent avoir l’impression de servir de moyen de pression par Moscou contre les Occidentaux³¹, ils pourraient également bénéficier de la crise ukrainienne et l’échec du JCPOA les rapprocherait de la Russie³². L’Iran et la Russie sont déjà en train de négocier un accord de libre-échange entre l’Iran et l’Union économique eurasiatique. En raison de la crise ukrainienne et du possible échec des accords de Vienne, ce projet pourrait voir le jour plus tôt que prévu³³. Les États-Unis ont tout intérêt à conclure l’accord sur le nucléaire rapidement, ne serait-ce que parce qu’avec la poursuite du conflit, la Russie pourrait continuer à se servir de la menace nucléaire, ce qui compliquerait le dialogue dans le cadre du JCPOA³⁴.

Après une « neutralité active », le soutien de la Turquie à l’Ukraine

Alors que la Turquie, membre de l’OTAN, entretient des relations importantes avec l’Ukraine, à qui elle a vendu des drones de combat utilisés contre des chars russes, elle est aussi très dépendante de la Russie pour ses approvisionnements en céréales et en gaz ainsi que pour le tourisme³⁵. Elle est donc dans une position compliquée avec la guerre en Ukraine, qu’elle condamne néanmoins³⁶. Fin février, la Turquie a décidé de fermer les détroits du Bosphore et des Dardanelles à tous les bâtiments de guerre, qu’ils soient riverains ou non de la mer Noire, en appliquant les dispositions de la Convention de Montreux de 1936. Cela lui avait été demandé dès le premier jour du conflit par l’Ukraine mais Ankara s’était refusée à le faire³⁷. Cette « neutralité active » initiale de la Turquie

²⁶ Adlene Mohammadi, *op. cit.*

²⁷ « [L’Iran justifie l’invasion de l’Ukraine par les ‘provocations’ de l’Otan](#) », I24News, 24 février 2022.

²⁸ Vali Kaleji, « [Russia’s Attack on Ukraine Raises Stakes For Iran Nuclear Talks](#) », *The National Interest*, 8 mars 2022.

²⁹ Adlene Mohammadi, *op. cit.*

³⁰ Vali Kaleji, *op. cit.*

³¹ *Ibid.*

³² James M. Dorsey, « [Ukraine crisis could produce an unexpected winner: Iran](#) », *Modern Diplomacy*, 26 janvier 2022.

³³ *Ibid.*

³⁴ Vali Kaleji, *op. cit.*

³⁵ Agence France Presse, « [Guerre en Ukraine : la Turquie ferme les détroits du Bosphore et des Dardanelles aux bâtiments militaires](#) », *La Voix du Nord*, 28 février 2022.

³⁶ Adlene Mohammadi, *op. cit.*

³⁷ Agence France Presse, 28 février 2022, *op. cit.*

lui a permis de se placer au centre du jeu diplomatique³⁸. Mi-mars, le ministre turc des Affaires étrangères recevait ses homologues russe et ukrainien, ce qui témoigne des efforts de médiation de la part d'Erdogan, qui cherche à parler aux deux acteurs³⁹.

L'opposition timide d'Israël à l'invasion russe

Israël a timidement condamné l'attaque russe en Ukraine, refusant d'abord de sanctionner Moscou ou de vendre des armes à Kiev⁴⁰. Le pays a en effet tenté de ménager la Russie comme il l'avait par exemple fait en refusant la vente du bouclier antimissiles Dôme de fer à l'Ukraine⁴¹. Malgré la condamnation par Israël de l'invasion russe de l'Ukraine, la coordination militaire avec la Russie en Syrie n'a pas été interrompue⁴². La Russie, qui contrôle l'espace aérien syrien⁴³, laisse Israël opérer contre les forces iraniennes, ce qui contraint l'État israélien à avoir une approche prudente concernant le dossier ukrainien⁴⁴. Israël a donc déclaré à son allié américain, auquel il doit sa protection, être de son côté tout en devant tenir compte de ses intérêts vitaux en Syrie, sa frontière avec ce pays étant « *de facto une frontière avec la Russie* »⁴⁵. Du fait de sa proximité stratégique avec Moscou au Moyen-Orient, il ne peut, comme la Turquie, que jouer l'équilibre entre cet acteur et le camp occidental⁴⁶. Israël a aussi tenté de profiter de ses bonnes relations avec la Russie et l'Ukraine pour jouer un rôle de médiation. Il s'est finalement opposé à l'intervention russe, qu'il a dénoncée comme une « *violation sérieuse de l'ordre international* »⁴⁷.

La réaction tardive de l'Égypte, inquiète des conséquences économiques du conflit

L'Égypte a d'abord affiché une neutralité à toute épreuve concernant le conflit ukrainien⁴⁸. Le pays, à l'Assemblée générale des Nations unies, a cependant voté pour la fin de l'intervention militaire russe en Ukraine et pour le retrait des forces russes du sol ukrainien⁴⁹, mais avec des réserves concernant l'usage de sanctions économiques⁵⁰. Appelant au dialogue et à un règlement diplomatique de la crise, l'Égypte a alerté sur ses conséquences économiques et sociales dans un monde faisant déjà face à la pandémie de Covid-19⁵¹. Si la Russie et l'Égypte ont noué une relation solide ces dernières années sur le plan politique et militaire, c'est le secteur économique qui

³⁸ Parisien/AFP, « [Guerre en Ukraine : la Turquie va accueillir le premier face-à-face des chefs de la diplomatie russe et ukrainien](#) », *Le Parisien*, 9 mars 2022.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Nicolas Rouger, « [Guerre en Ukraine. La position compliquée d'Israël, protégé de Washington, allié de Moscou](#) », *Ouest France*, 6 mars 2022.

⁴¹ « [Guerre en Ukraine : Israël se range finalement derrière Washington](#) », *Le Monde*, 24 février 2022.

⁴² Barak Ravid, « [Israel-Russia coordination in Syria unaffected by war in Ukraine](#) », *Axios*, 9 mars 2022.

⁴³ Nicolas Rouger, *op. cit.*

⁴⁴ Barak Ravid, *op. cit.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Nicolas Rouger, *op. cit.*

⁴⁷ *Le Monde*, *op. cit.*

⁴⁸ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

⁴⁹ Chaïmaa Abdel-Hamid, « [La position équilibrée de l'Égypte](#) », *Al-Ahram Hebdo*, 9 mars 2022.

⁵⁰ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

⁵¹ Chaïmaa Abdel-Hamid, *op. cit.*

risque d'être impacté en Égypte puisque ses deux premiers fournisseurs de blé sont l'Ukraine et la Russie⁵². Ces deux pays comptent à eux seuls pour un tiers des exportations mondiales d'orge, de blé et d'autres céréales⁵³. Ces ressources étant vitales à la sécurité alimentaire de l'Égypte, le pays a commencé, en raison de la guerre en Ukraine, à diversifier ses approvisionnements⁵⁴.

Les autres pays arabes divisés sur l'invasion de l'Ukraine

Le Liban fait partie des pays arabes ayant condamné l'invasion russe et a voté en faveur d'une résolution isolant la Russie à l'Assemblée générale des Nations Unies début mars, aux côtés de 140 autres pays, position dont l'a félicité l'UE⁵⁵. Plaidant pour une résolution pacifique du conflit, le Liban a maintenu sa position et a continué de condamner l'intervention militaire en Ukraine, malgré des critiques émises par Moscou⁵⁶. La Jordanie a également voté en faveur de la résolution à l'Assemblée générale, tout comme la Libye, la Mauritanie, la Tunisie, l'Autorité Palestinienne et le Yémen.

L'Algérie en revanche, alliée traditionnelle de Moscou, s'est abstenue lors du vote tout comme l'Irak, le Soudan et le Soudan du Sud. Les Algériens dépendent militairement de la Russie, ne bénéficieraient économiquement que très peu d'une position anti-russe, et gardent en mémoire le soutien de nombreux pays européens au Maroc dans la récente crise avec son voisin⁵⁷.

Conclusion

La guerre menée par la Russie en Ukraine confirme des évolutions géostratégiques qui étaient déjà à l'œuvre en conséquence du désengagement américain du Moyen-Orient et de la perte de confiance entre Washington et Riyad tout particulièrement mais aussi avec Le Caire.

Les conflits issus des mouvements de contestation déclenchés en 2011 ont redessiné des alliances au sein desquelles la Turquie cherche un équilibre entre sa relation avec Moscou et sa place au sein de l'OTAN. Israël entend maintenir le dialogue avec Moscou pour continuer à frapper les cibles iraniennes en Syrie mais ne peut pas se permettre pour autant de s'aliéner Washington.

Le Moyen-Orient entre dans une nouvelle phase, et s'il est fragmenté sur la question du conflit ukrainien, c'est en raison à la fois de divergences d'alliances dans la région, de la relation particulière que chaque État entretient avec la Russie mais aussi de changements récents dans la politique étrangère de certains acteurs comme les EAU, qui complexifient la donne.

⁵² *Ibid.*

⁵³ « [Guerre en Ukraine : l'Égypte 'diversifie' ses fournisseurs en blé](#) », *Africa News*, 10 mars 2022.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ « ['Le Liban est contre toute guerre', affirme Aoun à une délégation de l'UE venue le remercier](#) », *L'Orient le Jour*, 4 mars 2022.

⁵⁶ « [Beyrouth maintient sa position condamnant l'invasion russe](#) », *L'Orient le Jour*, 2 mars 2022.

⁵⁷ Orwa Khalifeh, *op. cit.*

On assiste à une autonomisation de la politique de ces pays, provoquant des évolutions d'alliance qui auront certainement des conséquences fortes sur les nouveaux rapports de force dans la région.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RESERVES